

Lettre ouverte aux membres de la commission d'évaluation de l'A.E.R.E.S.

Chers collègues,

C'était malheureusement très prévisible. Votre rapport d'évaluation portant sur la possibilité d'attribution du grade de Master aux titulaires du DNSEP délivré par les écoles d'art ne dit rien de plus que ce que nos tutelles, depuis le début du processus d'harmonisation, nous ont toujours dit de ne pas craindre, c'est à dire la fin des écoles d'art, mais bien sûr, comment faire moins, dans le respect de leur spécificité ! Votre rapporteur a même l'innocence de noter que "la présentation de travaux qui était prévue, a, le plus souvent, été écourtée au bénéfice des échanges avec les enseignants et avec les étudiants". Il va en effet de soi que dans les écoles harmonisées qu'on nous prépare la plus mauvaise des explications vaudra toujours mieux que la meilleure des productions. Dès lors pourquoi perdre son temps à considérer les travaux et pourquoi se risquer à les évaluer collégialement en l'absence de critères définitifs quand on peut plus rapidement sonder les personnes et s'accorder sans difficulté sur le jugement de leurs compétences argumentaires ?

Votre rapport consacre l'incapacité de l'université et des tutelles administratives à reconnaître la spécificité des processus cognitifs mobilisés par la création. Il scelle le refus de considérer que les facultés intellectuelles mises en jeu dans l'enseignement et la recherche artistiques sont différentes de celles de la rationalité scientifique et n'en sont pas moins "supérieures", s'appuyant au moins autant qu'elles sur une culture, des connaissances et des savoir-faire multiples et hautement élaborés, même si les règles n'en sont jamais explicites, l'évaluation jamais quantifiable et les savoirs jamais simplement transmis mais toujours réinventés dans une interaction et une maturation longue et exigeante.

Pendant les années où j'ai eu la chance de diriger une école nationale supérieure d'art, j'ai tenté de dissuader la D.A.P d'imposer l'obligation des mémoires en DNSEP Art. De bonnes âmes parmi mes collègues enseignants ont soutenu que cela ne ferait pas de mal aux étudiants en art de rédiger un mémoire, et comme on l'assurait à la MIPEA à l'époque, il serait évidemment possible d'imaginer toutes formes de mémoires expérimentaux, pas nécessairement universitaires. On me reprochait alors de manquer d'imagination et d'avoir une vision trop conventionnelle et réductrice des thèses d'arts plastiques. On voit aujourd'hui ce qu'il en est de l'imagination quand il s'agit de compter le nombre de signes et de garantir le pourcentage de titulaires d'un doctorat dans chaque jury.

Et ce n'est que le début. Une fois ces "adaptations" concédées, nous devons nous conformer encore davantage au modèle universitaire. Pourquoi s'en étonner ? A partir du moment où nous sommes sensés revendiquer un grade de master pour le DNSEP, il est logique que nous soyons sommés d'en remplir les conditions. En ce qui me concerne j'ai toujours dit que c'était une erreur de s'engager dans le processus d'harmonisation/normalisation dit "de Bologne". Je constate aujourd'hui plus que jamais plus qu'il faudrait en sortir, et je remarque que d'aucun, me suspectant de procès d'intention, réalisent enfin la menace. Céder sur le mémoire ou sur la recherche, ce serait se résigner à la mort programmée des écoles d'art. Plus les écoles d'art seront conformes aux UFR d'arts plastiques et plus les points positifs que votre évaluation consent à relever seront menacés. Comment maintenir par exemple, dans un contexte LOLF-RGPP, "un ratio enseignants/étudiants très favorable" si nous délivrons les mêmes diplômes selon les mêmes critères ?

Combien de réunions, de colloques, de débats et de textes sur la recherche en art ? Combien d'expériences passionnantes déjà engagées dans nos écoles et combien de résultats déjà évalués et commentés ? Et tout cela pour que vous vous autorisiez à nous asséner comme une évidence que les écoles d'art ne peuvent pas héberger de véritables équipes de recherche ! Vous croyez sans doute nuancer en précisant "à ce jour". Mais étant donné la stratégie proposée ce ne sera pas non plus pour demain...

Il n'est pas question pour nous de rester figés dans un modèle qui n'est pas sans travers et sans dérives, mais nous devons faire évoluer nos écoles dans le sens d'une radicalisation de nos spécificités, et stopper pendant qu'il en est encore temps l'érosion déjà très avancée à laquelle votre rapport va donner un coup d'accélérateur dévastateur. Nous avons tenté par exemple à Bourges avec l'équipe pédagogique un travail sur la transparence et la lisibilité des évaluations. Ce n'était qu'une expérience et les enseignants n'ont pas cru devoir la poursuivre, mais je suis convaincu que chaque école doit expérimenter et inventer ainsi de son côté. Que cela aboutisse ou non, que cela profite ou non à l'ensemble du réseau reste secondaire tant que les écoles restent solidaires, au-delà de leurs différents statuts, et tant que leurs directeurs ne se précipitent pas, en se targuant de leur sens politique et de leurs responsabilités vis à vis de l'employabilité des diplômés, dans le piège d'une mise en concurrence des écoles. Expérimenter, inventer et risquer sont essentiels à la dynamique de nos écoles et de nos équipes pédagogiques, lesquelles doivent nécessairement rester créatives dans l'autonomie et la liberté, voir la fantaisie, de leurs dispositifs afin d'être en mesure de former des créateurs.

C'est le principe même de nos écoles, en réinvention permanente, qui est en péril aujourd'hui dans le mécanisme de l'évaluation par l'A.E.R.E.S auquel vous avez apporté votre concours et votre légitimité en tant que vous êtes, pour certains, nos pairs. La force de notre réseau c'est son hétérogénéité et nous devons la défendre coûte que coûte. C'est dans les points faibles du réseau, à un moment donné, que s'inventent les solutions fortes de demain. L'évaluation école par école qui va suivre votre première évaluation d'un échantillon représentatif ne va pas manquer d'encourager une concurrence totalement contreproductive et autorisera sans aucun doute la fermeture d'écoles fragiles ou en crise qui sont pourtant à travers leurs difficultés autant de chances d'invention de stratégies et de méthodes nouvelles pour l'avenir. Mais l'A.E.R.E.S ignore par constitution le principe essentiel de la *bio-diversité* de nos *écosystèmes* artistiques et pédagogiques. Nous avons la chance de dépendre du ministère le mieux placé pour nous comprendre et nous nous

sommes précipités ou laissés porter tous ensemble dans la gueule du loup pour une certification académique dont on sait parfaitement qu'elle est pour très peu dans la réussite des professionnels de la création, toujours jugés sur pièces plutôt que sur titre, et ce dès le lendemain de l'école dont ils sortent avec des oeuvres et non avec un mémoire. Et l'on sait aussi que si la plupart s'intègrent et réussissent dans d'autres métiers que ceux de l'art c'est précisément parce qu'ils ont été formés à être autonomes et réactifs dans un contexte pédagogique extrêmement mobile et incertain où le succès ne se mesure jamais par un décompte d'heures effectuées ou par un empilement de crédits obtenus.

Quelle tristesse de voir parmi vous certains artistes s'être laissés instrumentalisés en acceptant de participer à cette évaluation. Peut-être avez-vous, chers collègues artistes, espéré limiter la casse ? Et sans doute avez-vous essayé puisqu'il est dit quelque part qu'il n'y a pas eu consensus. Mais au fond vous n'aurez fait que légitimer des prescriptions qui visiblement font peu de cas de la voix dissonante des artistes. Je me demande toutefois si vous êtes vraiment prêts à cosigner la fin des écoles d'art dans lesquelles vous avez été formés ? J'aimerais que vous vous remémoriez votre propre diplôme et que vous vous figuriez sincèrement ce qu'aurait été votre situation de jeune artiste en formation si vous aviez dû rédiger un mémoire selon les critères de l'A.E.R.E.S au lieu de vous consacrer entièrement à vos recherches artistiques ? (combien même votre projet artistique aurait-il été d'écrire un texte de 100.000 signes). Du haut de votre "nombre considérable d'exposition" et de votre "influence intellectuelle", je vous demande solennellement de désavouer publiquement les prescriptions qu'on vous a fait endosser.

Si je m'adresse à vous plutôt qu'à notre ministre, occupée à défendre une loi tristement nommée "Internet et création", en employant le mot création à la place du mot répression, dans la plus pure tradition *novlang*, et en finançant au nom des artistes un site de propagande qui devrait faire honte à tous les artistes, c'est que j'ai constaté depuis le début de cette opération de normalisation un fatalisme qui conduit chacun à faire porter la responsabilité du désastre sur des décideurs inaccessibles, invisibles ou intouchables, à se sentir impuissant et réduit à jouer ou ironiser dans les marges, ou encore à fantasmer un rapport de forces tel qu'il serait plus sérieux de changer de camp, alors que nous sommes tous, chacun à notre place, coresponsables de la mise en oeuvre de ce mécanisme élaboré sans aucune concertation par quelques discrets lobbyistes chargés de créer les conditions d'un marché de l'éducation européen (je m'en tiens ici aux conséquences pédagogiques du point de vue de ma spécialité et j'écris en tant qu'artiste et enseignant, mais il y aurait aussi beaucoup à dire en tant que citoyen quant à la dimension idéologique de ces réformes, dont le bien-fondé a montré toute sa justesse dans la crise financière récente). Or nous avons toujours le choix ! Vous aviez celui de participer ou non à cette commission dont les prescriptions étaient écrites avant votre évaluation. Vous aviez le choix de signer ou non ce rapport écrit en votre nom. Nous avons le choix de mettre en oeuvre ou non les E.C.T.S, prélude à cette évaluation, et j'ai refusé pour ma part de les mettre en oeuvre à Bourges. Nous avons encore le choix de ne pas tenir compte de ces prescriptions suicidaires. Car il faut bien réaliser que si nous n'avons montré jusqu'ici de notre côté qu'une très faible résistance, il n'y aura pas non plus de très forte résistance du côté de nos tutelles si nous refusons collectivement ce diktat de l'A.E.R.E.S et si nous construisons ensemble une alternative crédible. Il faut réaliser que nous n'avons face à nous qu'une poignée de fonctionnaires, collègues et amis, pas nécessairement très convaincus de l'absolue nécessité d'appliquer ces réformes au delà de l'obéissance qu'ils doivent à quelques décideurs ignorant tout de la réalité de l'enseignement de l'art et de la recherche.

Votre rapport a pour seul mérite de faire apparaître que les critiques des trop rares opposants au processus de Bologne étaient fondées. Je ne me réjouis pas un instant d'avoir eu raison car je n'ai pas su me faire entendre. Mon seul espoir face à ce rapport désespérant est de lire les réactions fortes et courageuses de plusieurs écoles. Il est temps d'ouvrir enfin le débat, au niveau européen, sur la nécessité de ce grade et sur la logique d'harmonisation auquel il nous contraint. Il est encore temps d'imaginer une autre harmonisation européenne pour l'enseignement de l'art, qui articule intelligemment la diversité et les différences des écoles européennes en valorisant les spécificités irréductibles de l'enseignement de l'art. Nos dispositifs pédagogiques, nos modes de recherches et nos modes d'évaluation, avec tous leurs errements et flottements, seront très certainement une source d'inspiration majeure pour une société de la connaissance qui prétend faire de la création son énergie principale. Il est de l'intérêt général de les maintenir et de les développer dans leur dimension expérimentale.

L'un des seuls artistes connus des lycéens disait être "contre l'uniformité, la simplicité, les épinards, et pour la diversité, la complexité, les escargots". Je compte au moins sur les artistes parmi vous pour refuser de cautionner la normalisation en cours.

Cordialement,

Paul Devautour

artiste, professeur agrégé d'arts plastiques, ancien coordinateur du Collège Invisible (post-diplôme international de l'Ecole Supérieure d'Art de Marseille), ancien directeur de l'Ecole Nationale Supérieure d'Art de Bourges, ancien secrétaire de l'ANDEA.